

N° 7
Avril
2016

Sommaire

- Édito > p. 1
- "Les simplifications complexifiantes" en marche au PRS p. 2
- La responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics du recouvrement p. 3
- Centres d'encaissement 10 ans déjà ! p. 3
- Recouvrement des créances de contrôle fiscal ça ne s'améliore toujours pas... p. 4

Édito

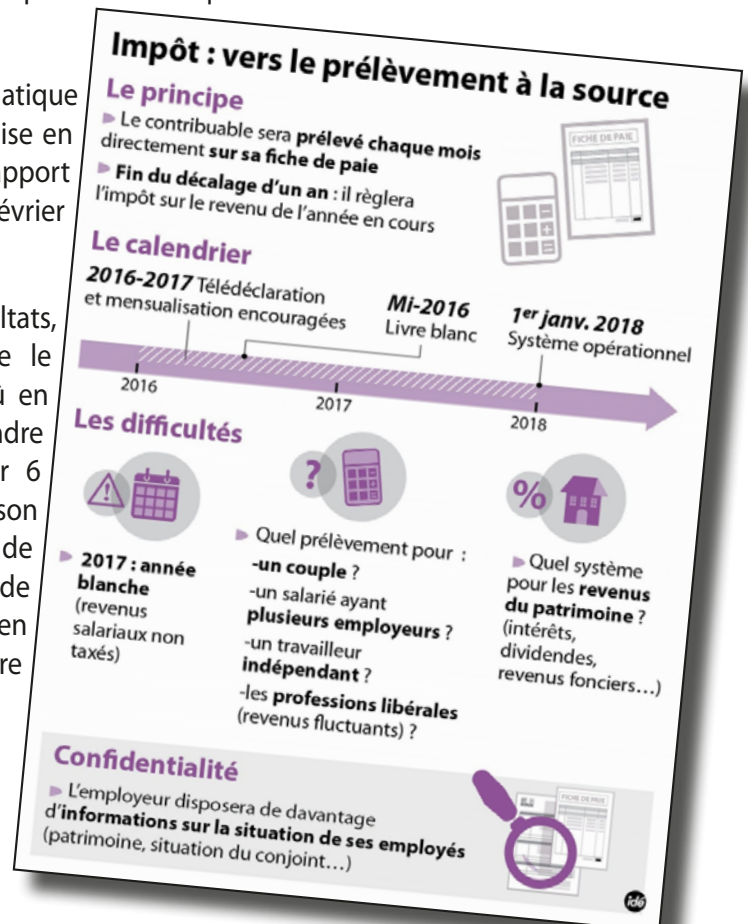
Le mag recouvrement n°7 de la CGT Finances Publiques arrive dans un contexte politique où la mise en place du prélèvement à la source de l'impôt se concrétise à vitesse grand V. Cette « restructuration » de l'impôt sur le revenu bouleversera profondément notre rapport aux prélèvements obligatoires tant sur leur assiette que sur leur recouvrement.

En attendant, le recouvrement à la DGFIP continue d'être impacté par les « simplifications complexifiantes » dans les Pôles de recouvrement spécialisés (page 2) qui peinent à mettre en place les synergies promises. Tant la mission que les acteurs du recouvrement sont en la période très malmenés et ce y compris les comptables publics dans leur responsabilité personnelle et pécuniaire. (page 3).

Par ailleurs, ce *mag recouvrement* est aussi l'occasion de faire un bref bilan des 10 ans des Centres d'encaissement pris dans la tourmente de la problématique de l'accueil dématérialisé et des suppressions d'emplois, de moyens et de missions. (page 3). Un dernier point sera fait sur le récurrent problème du recouvrement des créances de contrôle fiscal qui est un exemple emblématique des mauvais résultats de la DGFIP sur la mission recouvrement.

D'autant plus emblématique que cette question a été mise en exergue dans le dernier rapport de la Cour des Comptes en février 2016 (page 4).

Devant ces mauvais résultats, il n'est pas, étonnant que le gouvernement ait donc dû en fin d'année dernière, prendre des décrets d'avance pour 6 milliards d'euros (en raison de la mauvaise exécution de la partie recettes de la loi de finances), ce qui limite bien sûr les marges de manœuvre pour cette année 2016.





BILLET D'HUMEUR "Les simplifications complexifiantes" en marche au PRS

Dans le cadre du Comité technique de réseau du 16 février 2016, la DG a notamment transmis aux OS une fiche sur les impôts professionnels (hors DGE) et le recouvrement forcé dans les PRS.

Pour la DG, « les PRS doivent être confirmés comme acteur central du recouvrement offensif ».

A mots couverts et les statistiques catastrophiques aidant, la DG reconnaît qu'avec le transfert des procédures collectives, les PRS n'ont plus le temps de se consacrer à leur cœur de métier qui est le recouvrement offensif des dossiers vivants. Pour la DG, « la départementalisation des procédures collectives doit s'accompagner, pour ne pas peser démesurément sur les PRS, d'un allègement de la charge de travail liée aux procédures collectives ».

A cet égard, dans une circulaire du 23 décembre 2015, la DG présente le protocole national signé entre la DGFIP et le Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires (CNAJMJ) comme une mesure de simplification pour rationaliser la représentation des comptables des PRS devant les tribunaux de commerce et de grande instance.

Il s'agit d'éviter « des déplacements chronophages, coûteux et inutiles », la représentation physique des comptables étant désormais limitée aux seuls dossiers pour lesquels un désaccord motivé existe entre le mandataire judiciaire et le comptable (sic). Parce que jusqu'à maintenant, les comptables se déplaçaient donc pour des créances non contestées ? Il est également admis (nous sommes rassurés !) que les comptables se déplacent pour des dossiers à enjeux ou nécessitant un suivi spécifique.

Cette circulaire dite de simplification est un modèle du genre, en multipliant les liaisons avec les organes de la procédure ! Comme allègement pourra-t-on encore faire ?

Dorénavant « simultanément à la requête adressée au juge-commissaire, le comptable envoie au mandataire judiciaire, à l'appui d'une copie de cette dernière, un courrier ou courriel pour lui demander de lui communiquer, par courrier ou courriel, son avis sur ladite requête. Le cas échéant, il précise que le dossier est identifié comme dossier à enjeux ou nécessitant un suivi spécifique.

En retour, le mandataire judiciaire communique au comptable concerné, par courrier ou courriel, sa décision sur le dossier dix jours au moins avant, le cas échéant, la date de l'audience qui serait fixée devant le juge-commissaire.

À réception de l'avis du mandataire judiciaire :

- ✓ en cas d'avis conforme, le comptable informe le tribunal (juge-commissaire) qu'il ne sera pas présent, ou qu'il ne se fera pas représenter à l'audience, et qu'il s'en remet à la décision du juge-commissaire compte tenu de la conformité de l'avis du mandataire avec sa proposition ;
- ✓ en cas de désaccord avec le mandataire judiciaire ou de dossiers considérés par le comptable comme dossiers à enjeux ou nécessitant un suivi spécifique, le comptable se rend à l'audience. »

Les rédacteurs de la circulaire semblent ignorer que dans la vraie vie, les contraintes de délai imposées par les tribunaux ne permettent pas de mettre en œuvre les modalités indiquées. Et bien sûr, les mandataires judiciaires encore libres d'organiser leurs travaux comme ils l'entendent vont obtempérer !

Ce qui est clair en revanche, c'est que sur la base de cette circulaire les déplacements des comptables aux audiences ET les frais y afférant vont être scrutés à la loupe par les directions à la recherche d'économies effrénées.

QUI JUGERA DE L'INUTILITÉ DES DÉPLACEMENTS ?

Cette fiche de « simplification » transmise pour le CTR révèle une fois de plus toute l'hypocrisie de la direction générale. Le désastre de la départementalisation des procédures collectives a changé radicalement le cœur de métier des Pôles de recouvrement spécialisé : le recouvrement actif et pugnace des créances fiscales importantes et complexes a laissé place à la gestion des procédures collectives. Le sous dimensionnement en emplois a entraîné l'explosion des cellules adossées aux procédures collectives victimes de graves souffrance au travail.

Lors des réunions interrégionales des comptables de PRS, le Bureau GF 2 B avoue toute son impuissance : il faudrait simplifier les procédures collectives, mais la DGFIP n'a pas la main sur le Code de commerce ! Voilà qui nous fait rudement avancer !!

Ce qui serait bien, en revanche, ce serait de mettre fin aux chasses aux débetes excessives des comptables de PRS organisés par les DDFIP et DRFIP, comptables principaux n'assumant pas leur propre responsabilité.

Ce qui serait encore mieux, ce serait que la DGFIP, pour une fois, décide de mettre fin à la calamiteuse départementalisation des procédures collectives. Reconnaître son erreur ? On peut toujours rêver !

Compte tenu de l'attitude très ouverte de la Direction générale, le rêve n'est pas prêt de devenir réalité...

La responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics du recouvrement

Les menaces se font de plus en plus grandissantes sur le maintien du périmètre des missions de la DGFIP qui peuvent toutes, au gré des humeurs politiques du moment, faire l'objet d'externalisation.

En matière de recouvrement des créances du Trésor Public, la notion de service public prend tout son sens avec le respect des règles de droit, le savoir-faire et le professionnalisme reconnu des équipes de travail.

Faut-il tout balayer au nom du prétendu modernisme et libéralisme débridé ?

Tout balayer ?... Même l'article 15 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen au terme duquel la Société a le droit de demander compte à tout Agent public de son administration.

La CGT Finances Publiques est attachée au maintien des postes comptables, au statut des comptables publics et à la réaffirmation de leur responsabilité personnelle et pécuniaire.

Toutefois, nous avons déjà dénoncé dans cette publication



les dérives de la responsabilité personnelle et pécuniaire liées à des exigences parfois démesurées des chambres régionales des comptes et de la frilosité des DDFIP et DRFIP.

Avec l'arrivée des beaux jours, les chasses aux débits des comptables secondaires ont repris de plus belle et mobilisent de plus en plus de les équipes de travail (examen des listes RAREFU et états R 104 bis).

S'agissant de l'état R 104 bis, les préconisations d'examen sélectif des créances fiscales données par l'administration centrale sont restées lettre morte dans beaucoup de départements. Il faut donc continuer à tout justifier, à faire systématiquement la copie de l'acte interruptif de prescription. Dans ce paysage, la situation des Pôles de recouvrement spécialisé est apocalyptique.

Centres d'encaissement 10 ans déjà !



Voilà bientôt 10 ans que les centres d'encaissements (CE) couvrent l'intégralité du territoire métropolitain et des DOM.

Trois centres d'encaissements sur le territoire national : Lille, Créteil et Rennes.

A l'origine ces centres ont été créés pour décharger les Centres des Finances Publiques CFP dit de proximité de l'encaissement en

phase amiable des chèques d'impôt sur le revenu, de Taxe foncière et de Taxe d'habitation.

Ce transfert de compétences s'est accompli avec des suppressions de postes dans les CFP sans pour autant abonder suffisamment les Centres d'Encaissement en personnel et pour absorber l'énorme flux de chèques et de Tip lors des périodes d'échéance, la DGFIP utilise depuis l'origine des personnels vacataires.

En 2013, les 3 Centres d'Encaissement ont traité **63,8 millions d'encaissements** représentant 65 millions d'émargements dans les applications des comptables publics.

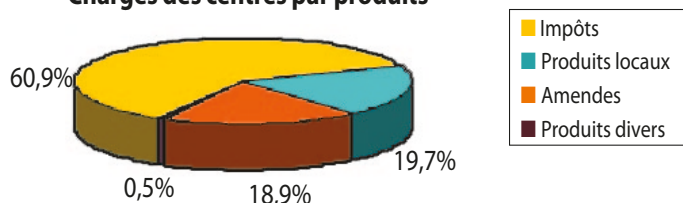
Ces encaissements représentent **40 milliards d'euros**, tous produits confondus.

Depuis quelques années les Centres encaissent non seulement des impôts mais aussi des produits locaux, des produits divers, des amendes et des produits douaniers.

Ainsi le DG aidé par la dématérialisation a lancé une grande campagne pour inciter les collectivités locales à introduire dans leurs modes de paiement le paiement par TIP.

De ce fait depuis un an le nombre de conventions passées avec celles-ci explose. Or malheureusement les Centres d'Encaissement n'échappent pas comme tous les services de la DGFIP aux restrictions budgétaires.

Charges des centres par produits



Malgré le flux constant des paiements qui ne cesse d'augmenter en raison de ces conventions, le nombre des agents et des vacataires n'a nullement augmenté (bien au contraire en ce qui concerne les vacataires).

De plus le temps passant, l'usure se fait sentir sur les machines ce qui entraîne des pannes et plus généralement une dégradation avérée des conditions de travail.

Résultat : en 2015 les délais d'encaissement ont par moment dépassé les 45 jours laissant les collègues des Centres des Finances Publiques, Centres de Prélèvements Services et Centres de contact seuls face à un public d'utilisateurs désabusés, désorientés et sans réponse.

Bref la charge de travail de l'encaissement a simplement été augmentée mais dégradée ce qui a généré des conditions d'accueil plus difficiles.

Les agents des Centres d'Encaissement non responsables de ces difficultés sont pourtant de ce fait soumis à la pression de la hiérarchie qui vient s'ajouter au stress d'un travail plus que bruyant.

La où avant il n'y avait que quelques jours d'astreinte par année, désormais ces contraintes se multiplient, car il faut toujours rattraper un retard généré par des moyens insuffisants.

Enfin comme si cela ne suffisait pas les agents des Centres d'Encaissement ont été soumis à un stress de plus avec les annonces gouvernementales sur la retenue à la source. En quelques mois, ils apprennent qu'en 2018, l'impôt sur le revenu sera désormais prélevé à la source. Non content de cette annonce c'est quelques mois plus tard l'annonce d'un calendrier prévoyant la suppression pure et simple de tous les paiements autre que ceux dématérialisés pour les impôts supérieurs à 300€.

En réalité c'est la quasi-suppression de l'encaissement des impôts par les Centres d'Encaissement qui est ainsi acté. A ce jour, il représente près de 60 % de l'activité des CE.



Recouvrement des créances de contrôle fiscal ça ne s'améliore toujours pas...

C'est la formule que la Direction Générale a utilisé dans les documents de travail du CTR du 16 février dernier ET ce malgré les expérimentations PRS commun DRFIP DDFIP DIRCOFI. La Direction Générale se serait-elle rendue compte de l'inefficacité de l'organisation mise en place ? Sûrement contrainte et forcée par la Cour des Comptes qui dans son rapport du 11 février 2016 intègre une partie entière relative à la fraude fiscale intitulée « III - Des résultats et un recouvrement encore insuffisants »

Pourtant pendant des années la question du recouvrement des créances du contrôle fiscal ne préoccupait que très peu la DGI puis la DGFIP ; Il est vrai que depuis l'abandon plus ou moins assumé par la DG de la dimension dissuasive du CF, la faiblesse du recouvrement des créances du contrôle fiscal devient un argument intéressant pour justifier l'abandon progressif de certaines méthodes de contrôle et de certains types de contrôle sur l'air bien connu du « combien tu coûtes ? Combien tu rapportes ? » et les réponses que l'on sait...